

"Le président Truman veut engager les États-Unis sur la voie de la prospérité dirigée" dans Le Monde (26 janvier 1949)

Légende: Le 26 janvier 1949, le quotidien français Le Monde annonce que les États-Unis se sont engagés sur la voie de la prospérité économique.

Source: Le Monde. dir. de publ. Beuve-Mery, Hubert. 26.01.1949, n° 1 244. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"le_president_truman_veut_engager_les_etats_unis_sur_la_voie_de_la_prosperte_dirigee"_dans_le_monde_26_janvier_1949-fr-a098fc23-2e0f-4913-9cdc-3bc36ec2a240.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 05/11/2012

Les débuts du « Fair deal »

Le président Truman veut engager les Etats-Unis sur la voie de la « prospérité dirigée »

De notre envoyé spécial Henri PIERRE

Washington, janvier. – Personne en Amérique ne conteste que la victoire électorale de M. Truman marque une phase importante dans l'histoire des Etats-Unis. On admet aisément que la libre entreprise au sens du dix-neuvième siècle n'est plus guère qu'un grand principe, une grande tradition, ou mieux encore un état d'esprit. En fait, la place grandissante prise par le gouvernement dans la vie économique du pays a largement modifié la physionomie traditionnelle du capitalisme américain. Une économie nouvelle s'établit, qui doit associer plus étroitement l'administration et les hommes d'affaires, ceux-ci comprenant bon gré mal gré que le temps est venu de se discipliner et de corriger les excès d'un capitalisme sans contrôle. On reste persuadé qu'il est maintenant possible d'éviter une nouvelle « dépression » par une politique appropriée. « *Varga a raison* », entend-on souvent ici, en faisant allusion à l'économiste soviétique, en disgrâce pour avoir mis en garde ses collègues contre la thèse officielle d'une « *crise imminente aux Etats-Unis* ».

Aucune inquiétude non plus, dans tous les milieux, y compris les syndicats, devant les quelques signes de « récession » qui se manifestent ici et là : baisse de certains prix, chômage partiel et limité à des industries saisonnières. Tout cela est considéré comme un rajustement nécessaire d'une économie où le vendeur a cessé de faire la loi ; l'ère de la facilité est finie pour les industriels.

Quelle sera la politique gouvernementale ? Elle apparaît nettement dans un document capital : le rapport des conseillers économiques du président, signé de MM. Nourse, Keyserling et Clark. Ce sont eux les inspirateurs de ce qu'on appelle ici la « prospérité dirigée ». L'objectif principal est de passer de l'instabilité à la stabilité. Pour cela, il ne s'agit pas, dans l'esprit de l'administration, de dédaigner l'entreprise privée, qui continuera d'être l'élément moteur de l'économie. Mais les industriels recevront davantage de conseils de Washington, sur la politique des investissements, sur les prix et les salaires. Ce n'est que si les « businessmen » témoignaient d'une évidente mauvaise volonté que le gouvernement envisagerait d'intervenir directement.

A cet égard les déclarations du président Truman sur l'augmentation de la production d'acier sont significatives. En premier lieu on étudiera si la capacité de production envisagée est suffisante pour maintenir l'économie de « plein-emploi ». Dans la négative le gouvernement avancera des fonds aux sociétés pour qu'elles accroissent leurs moyens de production. Si elles refusent, alors le gouvernement fera construire des aciéries pour son propre compte.

Le président Truman a ainsi adopté les conclusions des libéraux « new déalistes » et des syndicats. Mais on sait déjà que les grands féodaux de la sidérurgie ont violemment réagi contre ce qu'ils ont appelé « une première étape vers la socialisation de l'acier ». Ils font valoir que, sans intervention gouvernementale ils ont amené la production jusqu'à 98 million de tonnes, chiffre record : à leur avis la demande présente est absolument anormale et temporaire. Les perspectives d'une reprise accélérée de la production en Europe, la saturation prochaine du marché intérieur laissent prévoir un abaissement de la demande dans quelques années, sinon plus tôt. Aussi n'entendent-ils pas courir le risque de coûteux investissements s'opposant ainsi ouvertement à l'administration, qui veut « pousser » la production jusqu'au moins 110 millions de tonnes.

On peut donc prévoir que la coopération entre l'exécutif et l'industrie n'ira pas sans heurts. M. Truman semble fermement décidé à faire payer la note de son vaste programme par les « gros ». En demandant principalement aux sociétés le paiement des milliards de nouveaux impôts, le président veut sans doute lutter contre l'inflation. Mais en même temps il agit conformément aux directives de ses conseillers : mettre en vigueur le programme de sécurité sociale inscrit dans le cadre de cette nouvelle économie et fondé sur une plus grande consommation.

Les conseillers du président ont sur ce point des idées bien précises. Les dépenses de la consommation s'élevaient en 1939 à 70% du revenu national, les investissements s'établissant à 15%. Pour 1949, ils

veulent pousser les dépenses de consommation à 75%, réduire les investissements à 11%. En outre, les conseillers économiques ont l'intention d'orienter le programme de ces investissements. Si le chiffre global doit en être réduit, ce doit être au bénéfice de l'électricité, de l'acier, des chemins de fer. Mais comment arriver à ces rajustements ? Les conseillers expriment un certain scepticisme : « ...Le danger, écrivent-ils, est que les forces tendant à accroître la consommation sont incertaines et insuffisantes pour amener les changements nécessaires... »

On peut en conclure que le gouvernement prépare des contrôles sous une forme ou sous une autre, et qu'il n'entend pas rester inactif, tout en encourageant les forces organisées du pays, c'est-à-dire les industriels, le « labor » et les fermiers, à rechercher ensemble les moyens de stabiliser l'économie, en limitant les augmentations de salaires d'une part, les bénéfices d'autre part.

Reste à savoir maintenant si le Congrès souscrira sans discussion aux conclusions du président et de ses conseillers, dont le rapport reflète une grande incertitude quant à l'évolution économique du pays. Les tendances déflationnistes et inflationnistes s'équilibrent, et il est encore difficile de prévoir lesquelles l'emporteront. Il faut tenir compte en outre des événements extérieurs, qui peuvent modifier toutes les données du problème. Aussi bien le président a-t-il demandé des pouvoirs qui permettent à l'administration d'agir avec souplesse, soit comme frein, soit comme accélérateur. Cette volonté d'intervenir est bien ce qu'il y a de plus clair dans une situation économique essentiellement fluide...

Henri PIERRE